

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Mme Brigitte Becker

brigitte.becker@moselle.gouv.fr

03 87 34 88 94

Metz, le **- 8 NOV. 2024**

lettre recommandée avec AR 2C 115 008 8098 6

Madame la directrice,

Le 12 août 2024, je vous ai adressé, pour observations un exemplaire du projet d'arrêté préfectoral mettant en demeure votre société de respecter certaines prescriptions pour vos installations implantées sur le territoire de la commune de Saint-Avold.

Le 27 août 2024, vous m'avez adressé vos observations en retour.

Après analyses de celles-ci, je vous notifie, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pris ce jour.

Veuillez agréer, madame la directrice, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Richard Smith

Madame Corinne Loigerot
Directrice de la société
Total Petrochemicals France
Plate-forme de Carling - BP 90290
57508 Saint-Avold cedex

Copie à :

- Monsieur le sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est

ARRÊTÉ n° 2024-DCAT-BEPE-291

du - 8 NOV. 2024

mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France à Saint-Avold de respecter certaines prescriptions pour ses installations sur le territoire de la commune de Saint-Avold

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment l'article L.171-8 I ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-33 du 14 février 2023 modifiant et complétant les dispositions applicables à la société TotalEnergies Petrochemicals France pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de déchargement de GPL et d'hydrocarbures liquides, et de son parc de stockage Sud, situés sur la plateforme chimique de Carling / Saint-Avold sur les communes de Saint-Avold et l'Hôpital ;
- Vu** le rapport du 7 août 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** la lettre préfectorale du 12 août 2024 informant la société TotalEnergies Petrochemicals France de la mise en demeure envisagée à son encontre et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** la réponse formulée par la société TotalEnergies Petrochemicals France par courrier du 27 août 2024 ;

Considérant la présence de végétation dans les rétentions des réservoirs de styrène V471 et V472 ne permettant pas de garantir l'étanchéité des rétentions ;

Considérant la présence de végétation ayant pris racine dans les joints des rétentions des sphères de propylène R2101 et R1102 remettant en cause l'étanchéité du dispositif de rétention ;

Considérant la présence de fissures, de végétation et de dégradations remettant en cause l'étanchéité des rétentions d'acide chlorhydrique (R9005), de soude (R9003A et R9003B) ;

Considérant le non-respect de certaines prescriptions de l'article 6bisIVa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé qui dispose que l'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.) ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, à savoir l'environnement et la santé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement qui disposent que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société TotalEnergies Petrochemicals France dont le siège social est situé 2 place Jean Millier, la Défense 6, 92400 Courbevoie, est mise en demeure **dans un délai de 5 mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son site situé à Saint-Avold, de respecter les dispositions suivantes de l'article 226bisIVa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé : « [...] Il entretient [...] les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines [...] » pour les rétentions des réservoirs de styrène V471 et V472, des sphères de propylène R2101 et R1102, des bacs de stockage de soude R9003A et R9003B, du bac de stockage d'acide chlorhydrique R9005.

Article 2

Dans l'attente de la réalisation des travaux, l'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour pallier les risques générés par les défauts constatés.

Article 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Petrochemicals France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et aux maires de Saint-Avold, L'Hôpital et Carling.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Richard Smith

Délais et voies de recours :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

